

[Text]

• 1445

Mr. Brewin: Dr. Munton, in figure 3 you listed a number of international problems that may affect Canada's security: "To what extent do you regard the importance of each international problem as a threat to Canada's security?" You listed (a) to (i), nine letters. You did not list espionage or subversion, two of the main items of work that come under the definition of "threats to security" in the CSIS Act. From your reading of other data and your analysis of the data generally, do you have any sense as to what response you would have had if you had added espionage and/or subversion to that list? To what extent would Canadians have regarded espionage, for example, as a threat to our security, or subversion as a threat to our security? You did include terrorism. That ranked in the middle.

Prof. Munton: It was about the middle, but reasonably high. That is, 70% of Canadians said it was extremely important or very important. So while it is in the middle it is not that far behind the previous two, say.

My own hunch would suggest to me—and I am sorry to keep emphasizing this, but what I am trying to make clear is what I think I can say based on some evidence and what I feel I have to say based on my own personal observations—that most Canadians would rank those fairly low. This is simply because it is not something they see very often as seriously affecting their security or Canada's security in general.

If you ask the question, however, after another spy exposé of the Gouzenko proportion or after some major subversive act in Canada, you would get quite a different response. I suppose the conclusion we might draw from this is that on the information we have, if espionage is in fact a threat to Canadian security, then somebody has to do something about alerting Canadians to that fact.

It does not necessarily follow that it is not a threat to security just because Canadians do not perceive it as such. This may be a bit too obvious, but maybe it makes the point that if you asked Canadians whether they thought part of the Canadian government should be charged with the responsibility of ensuring that other countries do not spy in Canada or subvert the Canadian government, I have no doubt you would get an overwhelmingly positive response.

Mr. Brewin: If you then told Canadians that we have so many dollars to spend and asked them if we should spend it on global pollution problems or on tracking KGB agents in Canada, what do you think they would say?

[Translation]

M. Brewin: Monsieur Munton, à la figure 3, vous donnez une liste de problèmes internationaux qui, dites-vous, peuvent porter atteinte à la sécurité du Canada: «Dans quelle mesure considérez-vous l'importance de chaque problème international comme une menace envers la sécurité du Canada?» Votre liste va de a) à i), c'est-à-dire qu'elle comporte neuf lettres. On n'y trouve ni l'espionnage ni la subversion, articles qui se trouvent dans la définition des «menaces envers la sécurité» dans la Loi sur la SCRS. D'après votre étude des autres données et votre analyse des données en général, quelle aurait été la réponse, croyez-vous, si vous aviez ajouté l'espionnage et la subversion à cette liste? Dans quelle mesure les Canadiens pourraient-ils considérer l'espionnage ou la subversion comme une menace envers notre sécurité? Vous avez effectivement inclus le terrorisme. Celui-ci se place au milieu.

M. Munton: C'est à peu près au milieu, mais assez haut. Autrement dit, 70 p. 100 des Canadiens ont dit qu'il était extrêmement important ou très important. Bien qu'il se place au milieu de la liste, il n'est donc pas très loin derrière les deux autres, par exemple.

Mon intuition me dit que la plupart des Canadiens placeraient ces deux éléments-là assez loin dans le bas de la liste. Je m'excuse d'insister, mais ce n'est qu'une intuition: j'essaie d'établir clairement la différence entre ce qui se fonde sur des données et mes impressions personnelles. Je pense donc que ces deux éléments sont considérés comme assez peu importants, et c'est tout simplement parce que les gens ne voient pas très souvent que cela peut porter atteinte à leur sécurité ou à celle du Canada en général.

Pourtant, si l'on posait cette question après la révélation d'une affaire d'espionnage, comme celle Gouzenko, ou après une importante activité de subversion au Canada, la réponse serait fort différente. On pourrait peut-être conclure que, d'après nos données, si l'espionnage est effectivement une menace envers la sécurité du Canada, il faut que quelqu'un le fasse savoir d'une manière spectaculaire aux Canadiens.

Le simple fait que les Canadiens ne perçoivent pas cela comme une menace envers la sécurité ne signifie pas que cette menace est inexistante. Ce que je dis là est peut-être trop évident, mais cela indique peut-être que si l'on demandait au Canadiens si, d'après eux, une partie du gouvernement canadien doit être chargée de veiller à ce que les autres pays ne pratiquent pas l'espionnage au Canada ou à la subversion contre le gouvernement canadien, je ne doute pas qu'on aurait une réponse extrêmement positive.

M. Brewin: Si l'on disait ensuite aux Canadiens que nous disposons de tant de dollars et si nous leur demandions s'il faut dépenser cet argent pour lutter contre les problèmes de pollution ou pour démasquer les agents du KGB au Canada, que pensez-vous qu'ils répondraient?